

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2015/205113]

29 OCTOBRE 2015. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 mai 2011 fixant les conditions d'octroi des subventions relatives aux halls relais agricoles et déterminant les modalités de leur mise à disposition

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'Agriculture, les articles D.5 à D.15, D.17, § 1^{er}, alinéa 2, D. 127, § 1^{er}, 3^o, D.219 à D.222, D. 242, D.243, D.246 et D.247;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 mai 2011 fixant les conditions d'octroi des subventions relatives aux halls relais agricoles et déterminant les modalités de leur mise à disposition;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 13 juillet 2015;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 16 juillet 2015;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'Autorité fédérale intervenue le 16 juillet 2015;

Vu le rapport du 16 juillet 2015 établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis 58.153/4 du Conseil d'Etat, donné le 5 octobre 2015, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. A l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 mai 2011 fixant les conditions d'octroi des subventions relatives aux halls relais agricoles et déterminant les modalités de leur mise à disposition, les modifications suivantes sont apportées :

1^o le 1^o est remplacé par ce qui suit :

« 1^o promoteur : les personnes morales visées à l'article D.219, alinéa 1^{er}, du Code wallon de l'Agriculture, les pouvoirs publics tels que les communes ou les provinces, les coopératives agricoles, dont l'objet social principal est la promotion ou la valorisation des produits issus de l'agriculture; »;

2^o l'article est complété par les alinéas 5^o, 6^o et 7^o rédigés comme suit :

« 5^o consultant : personne ressource possédant les compétences et l'expérience minimale et choisie par le promoteur, en vue de le conseiller lors de la réalisation du dossier de l'appel à projet ou lors de la mise en œuvre du projet;

6^o Ministre : le Ministre qui a l'Agriculture dans ses attributions;

7^o plafond de minimis : le montant maximal des aides de minimis octroyées par la Région wallonne en application du présent texte dans le respect de l'article 3, § 2, du Règlement (UE) n^o 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis. ».

Art. 2. A l'article 2 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1^o le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. La subvention prend la forme d'un subside en capital. »;

2^o le paragraphe 3, de l'article 2 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« § 3. Le taux du subside est majoré de bonus lorsque le projet de hall relais agricole :

1^o est localisé dans l'une des zones franches visées à l'article 38 du décret-programme du 23 février 2006 relatif aux actions prioritaires pour l'avenir wallon ou dans une zone soumise à contrainte naturelle définie dans l'arrêté ministériel du 24 septembre 2015 en application de l'article 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 septembre 2015 octroyant une aide aux zones soumises à des contraintes naturelles;

2^o est utilisée par au moins 6 agriculteurs;

3^o est sous contrôle d'un organisme certificateur agréé dans le cadre du système régional de qualité différenciée ou dans le cadre d'un système européen de qualité;

4^o est porté par 40 pourcents d'agriculteurs qui ne sont pas âgés de plus de 40 ans au moment de l'introduction du projet. ».

Art. 3. A l'article 3 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 mai 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1^{er}, les mots « 1° » sont abrogés;

2° le paragraphe 2, est remplacé par ce qui suit :

« § 2. Le subside en capital correspond à 60 pourcents du montant de l'investissement tant pour les investissements mobiliers qu'immobiliers.

Ce taux est majoré d'un bonus de 15 pourcents lorsque le projet de hall relais agricole présente l'une des caractéristiques visées à l'article 2, § 3.

Le taux ne peut être majoré de plus de deux bonus.

Le nombre de tranches annuelles octroyées pour un investissement ne peut être supérieur à quinze. »;

3° le paragraphe 3 est abrogé.

Art. 4. L'article 4 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art.4. En dérogation de l'article 3, pour les pouvoir publics, le subside en capital visé à l'article 2, § 2, 1°, correspond à 80 pourcents du montant de l'investissement tant pour les investissements immobiliers que mobiliers.

Ce taux est majoré d'un bonus de 10 pourcents lorsque le projet de hall relais agricole présente un caractère supra-communal.

Le subside en capital visé à l'article 2, § 2, 1°, est liquidé au moyen de tranches annuelles déterminées de manière à ne pas dépasser un plafond de 500.000 euros d'aides sans dépasser le plafond de minimis. Le nombre de tranches annuelles octroyées pour un investissement n'est pas supérieur à quinze. ».

Art. 5. L'article 5 du même arrêté est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Le coût de la garantie en équivalent subvention, ajoutée au montant de l'aide octroyée ne peut pas dépasser le plafond de minimis. ».

Art. 6. A l'article 7 du même arrêté, l'alinéa 2 est remplacé par un alinéa rédigé comme suit :

« Le Ministre fixe pour chaque appel les priorités et les modalités pratiques de celui-ci. ».

Art. 7. Dans le même arrêté, il est inséré un article 7/1 rédigé comme suit :

« Art. 7/1. Le dossier de l'appel à projet peut être élaboré par le promoteur avec l'aide d'un consultant qui est tenu de le contresigner dans ce cas. ».

Art. 8. Dans l'article 8 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots « de deux mois » sont remplacés par les mots « tel que prévu dans l'appel à projets et » et les mots « lancement de l'appel à projet » sont remplacés par les mots « lancement de celui-ci »;

2° le paragraphe 1^{er}, alinéa 2, est complété par les mots « au sens de l'article D.15 du Code wallon de l'Agriculture »;

3° dans le paragraphe 2, alinéa 2, le 4° est abrogé;

4° dans le paragraphe 2, alinéa 2, le 5° est complété par les mots « et la durée minimale de mise en location »;

5° dans le paragraphe 2, alinéa 2, 7°, les mots « l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 décembre 2008 pour les investissements dans le secteur agricole » sont remplacés par les mots « l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 septembre 2015 relatif aux aides au développement et à l'investissement dans le secteur agricole ».

Art. 9. A l'article 9 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, le mot « ouvrables » est abrogé;

2° le paragraphe 1^{er}, alinéa 2, est complété par la phrase « Ce délai n'excède pas cinq jours à dater de la réception de l'information. »;

3° dans le paragraphe 2, alinéa 2, les mots « deux mois » sont remplacés par les mots « un mois ».

Art. 10. A l'article 10 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° les 5° et 6° sont abrogés;

2° au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, les mots « un mois » sont remplacés par les mots « quinze jours »;

3° au paragraphe 2, alinéa 2, les mots « à l'article 113 du décret-programme du 22 juillet 2010 portant des mesures diverses en matière de bonne gouvernance, de simplification administrative, d'énergie, de logement, de fiscalité, d'emploi, de politique aéroportuaire, d'économie, d'environnement, d'aménagement du territoire, de pouvoirs locaux, de travaux publics et d'agriculture » sont remplacés par les mots « dans l'appel à projets ».

Art. 11. Dans le même arrêté, il est inséré un Chapitre 1/1 après l'article 13, comportant les articles 13/1 à 13/4, rédigé comme suit :

« Chapitre 1/1. Encadrement pour la préparation et l'exécution du projet de halls relais agricoles.

« Art. 13/1. Le promoteur peut faire appel à un consultant pour le conseiller dans son projet de développement ou de création et s'engage à s'adjoindre les conseils d'un consultant pour une période minimale de trois ans. ».

Art. 13/2. Le promoteur peut faire appel à des consultants différents pour la rédaction du projet et pour sa mise en œuvre. Lorsque plusieurs consultants concourent à la rédaction d'un projet, leurs noms et leurs apports spécifiques sont indiqués dans le projet introduit.

Art. 13/3. Dans les limites des moyens budgétaires disponibles et lorsque l'appel à projet le prévoit, une aide régionale couvrant le recours à un consultant pour l'élaboration et le suivi du projet peut être accordée à hauteur de 10.000 euros maximum.

Pour bénéficier de l'aide, le promoteur introduit une demande spécifique selon les modalités et les délais prévus dans l'appel à projet.

Seuls sont recevables à l'aide les projets viables qui implique dans l'utilisation du hall relais au minimum trois agriculteurs, personne physique.

Le caractère viable du projet est évalué par l'administration sur base des informations fournies dans la demande d'aide.

Seuls les projets ayant fait l'objet d'une demande d'aide pour l'élaboration et le suivi et d'un dépôt d'un dossier complet conformément aux modalités de l'article 8, quelle que soit la décision finale de sélection ou non du projet, peuvent bénéficier de l'aide.

L'aide est honorée sous forme d'une avance de 10.000 euros à justifier dans les cinq ans, après l'instruction du dossier complet réceptionné par l'administration, par des preuves de paiement d'honoraire au consultant et de frais annexes.

Cette aide est comptabilisée dans le plafond des aides de minimis.

Art.13/4. Dans les limites des moyens budgétaires disponibles et lorsque l'appel à projet le prévoit, une aide régionale peut être accordée pour financer les frais de fonctionnement du projet pour les cinq premières années pour tout promoteur excepté les pouvoirs publics. Elle représente dix pourcents par an des investissements éligibles durant les cinq premières années.

Cette aide forfaitaire est liquidée annuellement sur base des investissements éligibles enregistrés l'année précédente dans la comptabilité du promoteur.

Cette aide est comptabilisée dans le plafond de minimis. ».

Art. 12. L'article 15 du même arrêté est complété par un paragraphe 3 rédigé comme suit :

« § 3. Lorsqu'il est fait application du présent article, l'administration procède à une récupération proportionnelle des montants octroyés en tenant compte de la gravité, de la persistance et de l'entendue du manquement constaté ou de la condition non respectée.

Art. 13. Dans l'article 16 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, 3°, les mots « à six mois, ni supérieure à cinq ans » sont remplacés par les mots « à la durée prévue dans le règlement d'ordre intérieur; »;

2° un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 1^{er} et 2 :

« Pour l'application de l'aliéna 1^{er}, 2°, les charges annuelles de gestion nettes du bâtiment reprennent, d'une part, les coûts relatifs à l'exploitation du bâtiment tels que le chauffage, l'électricité, les assurances, les travaux d'entretien courant, les charges non-déductibles fiscalement, les impôts et ou les précomptes et, d'autre part, les coûts du travail nécessaire à cette gestion tels que les charges liées au personnel administratif. ».

Art. 14. Dans le même arrêté, il est inséré un article 16/1 rédigé comme suit :

« Art. 16/1. Conformément à l'article D.17 du Code wallon de l'Agriculture, le producteur dispose d'un délai de vingt jours pour introduire un recours auprès du Ministre. ».

Art. 15. Le présent arrêté s'applique à toutes les procédures d'appel à projets en cours.

Art. 16. Le Ministre de l'Agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 29 octobre 2015.

Le Ministre-Président,

P. MAGNETTE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Ruralité, du Tourisme et des Infrastructures sportives,
délégué à la Représentation à la Grande Région,

R. COLLIN

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2015/205113]

29. OKTOBER 2015 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Mai 2011 zur Festlegung der Bedingungen für die Gewährung von Subventionen für landwirtschaftliche Übergangshallen und zur Bestimmung der Modalitäten ihrer Zurverfügungstellung

Die Wallonische Regierung

Aufgrund des wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft, Artikel D.5 bis D.15, D.17 § 1 Absatz 2, D. 127 § 1 Ziffer 3, D.219 bis D.222, D. 242, D.243, D.246 und D.247;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Mai 2011 zur Festlegung der Bedingungen für die Gewährung von Subventionen für landwirtschaftliche Übergangshallen und zur Bestimmung der Modalitäten ihrer Zurverfügungstellung;

Aufgrund des am 13. Juli 2015 abgegebenen Gutachtens des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 16. Juli 2015 abgegebenen Gutachtens des Ministers für Haushalt;

Aufgrund der am 16. Juli 2015 stattgefundenen Konzertierung zwischen den Regionalregierungen und der Föderalbehörde;

Aufgrund des Berichts vom 16. Juli 2015, erstellt in Übereinstimmung mit Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben;

Aufgrund des am 5. Oktober 2015 in Anwendung des Artikels 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats 58.153/4;

Auf Vorschlag des Ministers für Landwirtschaft;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Mai 2011 zur Festlegung der Bedingungen für die Gewährung von Subventionen für landwirtschaftliche Übergangshallen und zur Bestimmung der Modalitäten ihrer Zurverfügungstellung wird wie folgt abgeändert:

1° Ziffer 1 wird durch das Folgende ersetzt:

"1° Promotor: die in Artikel D.219 Absatz 1 des wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft erwähnten juristischen Personen, die öffentlichen Behörden wie Gemeinden oder Provinzen, die landwirtschaftlichen Genossenschaften, deren Gesellschaftszweck hauptsächlich in der Förderung oder Aufwertung der Erzeugnisse aus der Landwirtschaft besteht."

2° Der Artikel wird durch die Absätze 5, 6 und 7 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"5° Berater: beratende Person, die die Mindestbedingungen im Bereich der Fachkenntnis und der Erfahrung erfüllt und die von dem Promotor auserwählt wird, um ihn bei der Ausarbeitung der Akte im Rahmen des Aufrufs zur Einreichung von Projekten oder bei der Umsetzung des Projekts zu beraten;

6° Minister: der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Landwirtschaft gehört;

7° De-minimis-Obergrenze: der Höchstbetrag der De-minimis Beihilfen, die von der Wallonischen Region in Anwendung der vorliegenden Bestimmungen und unter Beachtung von Artikel 3 § 2 der Verordnung (EU) Nr. 1407/2013 der Kommission vom 18. Dezember 2013 über die Anwendung der Artikel 107 und 108 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union auf De-minimis-Beihilfen gewährt werden."

Art. 2 - Artikel 2 desselben Erlasses wird wie folgt abgeändert:

1° Paragraph 2 wird durch das Folgende ersetzt:

"§ 2. Die Subvention kann in Form einer Kapitalsubvention gewährt werden."

2° Artikel 2 Paragraph 3 desselben Erlasses wird durch das Folgende ersetzt:

"§ 3. Der Subventionssatz wird um einen Bonus erhöht, wenn das Projekt einer landwirtschaftlichen Übergangshalle:

1° in einer der in Artikel 38 des Programmdekrets vom 23. Februar 2006 über die vorrangigen Maßnahmen für die Wallonische Zukunft angeführten Freizonen gelegen ist oder in einem Gebiet mit naturbedingten Benachteiligungen, das in Anwendung von Artikel 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. September 2015 über die Gewährung von Beihilfen für Gebiete mit naturbedingten Benachteiligungen in dem Ministerialerlass vom 24. September 2015 ausgewiesen wurde;

2° von wenigstens sechs Landwirten genutzt wird;

3° unter der Überwachung einer im Rahmen des regionalen Systems der differenzierten Qualität oder im Rahmen des europäischen Qualitätssystems zugelassenen zertifizierenden Stelle steht;

4° von 40 Prozent der Landwirte getragen wird, die zum Zeitpunkt des Einreichens dieses Projekts nicht älter als vierzig Jahre sind."

Art. 3 - In Artikel 3 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 8. Mai 2014 werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in § 1 wird die Wortfolge "1°" aufgehoben;

2° § 2 wird durch das Folgende ersetzt:

"§ 2. Die Kapitalsubvention entspricht 60 Prozent des Betrags der Investition sowohl für die Investitionen in bewegliche Güter als auch für die Investitionen in Immobilien.

Dieser Satz wird um einen Bonus von 15 Prozent erhöht, wenn das Projekt einer landwirtschaftlichen Übergangshalle eine der in Artikel 2 § 3 angeführten Eigenschaften besitzt.

Der Satz darf nicht um mehr als zwei Boni erhöht werden.

Die Anzahl der jährlich für eine Investition in Immobilien gewährten Teilbeträge darf nicht über fünfzehn liegen."

3° § 3 wird aufgehoben.

Art. 4 - Artikel 4 desselben Erlasses wird durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

"Art. 4 - In Abweichung von Artikel 3 entspricht die in Artikel 2 § 2 Ziffer 1 erwähnte Kapitalsubvention für die öffentlichen Behörden 80 Prozent des Betrags der Investition sowohl für die Investitionen in bewegliche Güter als auch für die Investitionen in Immobilien.

Dieser Satz wird um einen Bonus von 10 Prozent erhöht, wenn das Projekt einer landwirtschaftlichen Übergangshalle einen gemeindeübergreifenden Charakter besitzt.

Die in Artikel 2 § 2 Ziffer 1 angeführte Kapitalsubvention wird in jährlich fälligen Teilbeträgen ausgezahlt, die so aufgeteilt werden, dass sie einen Höchstbetrag von 500.000 Euro nicht übersteigen ohne die De-minimis Obergrenze zu übersteigen. Die Anzahl der jährlich für eine Investition gewährten Teilbeträge darf nicht über fünfzehn liegen."

Art. 5 - Artikel 5 desselben Erlasses wird durch einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Die Kosten für die Bürgschaft (Subventionsäquivalent), die dem Betrag der gewährten Beihilfe hinzugefügt wird, darf die De-minimis Obergrenze nicht übersteigen."

Art. 6 - In Artikel 7 desselben Erlasses wird Absatz 2 durch einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Der Minister bestimmt für jeden Aufruf zur Einreichung von Projekten die Prioritäten und die praktischen Modalitäten."

Art. 7 - In denselben Erlass wird ein Artikel 7/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 7/1 - Die Akte im Rahmen des Aufrufs zur Einreichung von Projekten wird durch den Promotor mit der Unterstützung eines Beraters ausgearbeitet. Letzterer muss diese Akte gegenzeichnen."

Art. 8 - In Artikel 8 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Paragraph 1 Absatz 1 wird die Wortfolge "einer Frist von zwei Monaten" durch die Wortfolge "der in dem Aufruf zur Einreichung von Projekten vorgesehenen Frist" und die Wortfolge "dem Aufruf zur Einreichung von Projekten" durch die Wortfolge "diesem Aufruf" ersetzt;

2° Paragraph 1 Absatz 2 wird durch die Wortfolge "im Sinne von Artikel D.15 des wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft" ergänzt;

3° in Paragraph 2 Absatz 2 wird Ziffer 4 aufgehoben;

4° in Paragraph 2 Absatz 2 wird Ziffer 5 durch die Wortfolge "sowie die Mindestdauer der Vermietung" ergänzt;

5° in Paragraph 2 Absatz 2 Ziffer 7 wird die Wortfolge "des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. Dezember 2008 über die Investitionen im Agrarsektor" durch die Wortfolge "des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. September 2015 über Entwicklungs- und Investitionsbeihilfen im Agrarsektor" ersetzt.

Art. 9 - Artikel 9 desselben Erlasses wird wie folgt abgeändert:

1° in Paragraph 1 Absatz 1 wird der Begriff "Arbeitstagen" durch den Begriff "Tagen" ersetzt;

2° Paragraph 1 Absatz 2 wird durch folgenden Satz ergänzt: "Diese Frist beträgt nicht mehr als fünf Tage ab dem Datum des Eingangs der Informationen.";

3° in Paragraph 2 Absatz 2 wird die Wortfolge "zwei Monaten" durch die Wortfolge "einem Monat" ersetzt.

Art. 10 - Artikel 10 desselben Erlasses wird wie folgt abgeändert:

1° die Punkte 5° und 6° werden aufgehoben;

2° in Paragraph 2 Absatz 1 wird die Wortfolge "einem Monat" durch die Wortfolge "fünfzehn Tagen" ersetzt;

3° in Paragraph 2 Absatz 2 wird die Wortfolge "in Artikel 113 des Programmdekrets vom 22. Juli 2010 zur Festlegung verschiedener Maßnahmen in Sachen verantwortungsvolle Staatsführung, administrative Vereinfachung, Energie, Wohnungswesen, Steuerwesen, Beschäftigung, Flughafenpolitik, Wirtschaft, Umwelt, Raumordnung, lokale Behörden, öffentliche Arbeiten und Landwirtschaft," durch die Wortfolge "in dem Aufruf zur Einreichung von Projekten" ersetzt.

Art. 11 - In denselben Erlass wird nach Artikel 13 ein die Artikel 13/1 bis 13/4 umfassendes Kapitel 1/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Kapitel 1/1 - Betreuung zur Vorbereitung und Ausführung des Projekts landwirtschaftlicher Übergangshallen.

"Art. 13/1 - Der Promotor kann sich an einen Berater wenden, damit dieser ihn im Rahmen seines Entwicklungs- oder Gründungsprojekts berät. Der Promotor verpflichtet sich die Dienste eines Beraters für eine Mindestdauer von drei Jahren in Anspruch zu nehmen."

Art. 13/2 - Der Promotor kann sich für die Ausarbeitung des Projekts und für dessen Umsetzung an unterschiedliche Berater wenden. Falls mehrere Berater an der Ausarbeitung eines Projekts beteiligt sind, so werden ihre Namen sowie ihre jeweiligen Beiträge in dem eingereichten Projekt vermerkt.

Art. 13/3 - Im Rahmen der verfügbaren Haushaltsmittel und falls der Aufruf zur Einreichung von Projekten dies vorsieht, kann zur Deckung der Kosten für die Beanspruchung eines Beraters bei der Ausarbeitung und Betreuung des Projekts eine regionale Beihilfe in Höhe von maximal 10.000 EUR gewährt werden.

Um in den Genuss dieser Beihilfe zu gelangen, reicht der Promotor einen spezifischen Antrag ein nach den Modalitäten und Fristen, die in dem Aufruf zur Einreichung von Projekten vorgesehen werden.

Nur jene durchführbaren Projekte, die bei der Nutzung der landwirtschaftlichen Übergangshalle wenigstens drei natürliche Personen voraussetzen, die Landwirte sind, sind beihilfefähig.

Die Durchführbarkeit eines Projekts wird von der Verwaltung auf der Grundlage der in dem Beihilfeantrag übermittelten Informationen beurteilt.

Nur jene Projekte, die Gegenstand eines Beihilfeantrags für die Ausarbeitung und die Betreuung waren und für die gemäß den Modalitäten von Artikel 8 eine vollständige Akte eingereicht wurde, können in den Genuss der Beihilfe gelangen und zwar ungeachtet der abschließenden Entscheidung darüber, ob das Projekt ausgewählt wird.

Die Beihilfe wird ausgezahlt als Vorauszahlung in Höhe von 10.000 EUR, die nach Prüfung der vollständigen bei der Verwaltung eingegangenen Akte innerhalb von fünf Jahren durch Belege über die Zahlung von Honoraren für den Berater und über Nebenkosten zu rechtfertigen ist.

Diese Beihilfe wird bei der Bestimmung der De-minimis Obergrenze berücksichtigt.

Art. 13/4 - Im Rahmen der verfügbaren Haushaltsmittel und falls der Aufruf zur Einreichung von Projekten dies vorsieht, kann zur Finanzierung der laufenden Ausgaben des Projekts für die fünf ersten Jahre und für jeden Promotor mit Ausnahme der öffentlichen Behörden eine regionale Beihilfe gewährt werden. Diese Beihilfe beläuft sich auf zehn Prozent der beihilfefähigen Investitionen im Laufe der fünf ersten Jahre.

Diese pauschale Beihilfe wird jährlich ausgezahlt auf der Grundlage der beihilfefähigen Investitionen, die im vorangegangenen Jahr in der Buchführung des Promotors registriert worden sind.

Diese Beihilfe wird bei der Bestimmung der De-minimis Obergrenze berücksichtigt.“

Art. 12 - Artikel 15 desselben Erlasses wird durch einen Paragraphen 3 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

“§ 3. Bei der Anwendung des vorliegenden Artikels geht die Verwaltung zur proportionalen Rückforderung der gewährten Beträge unter Berücksichtigung der Schwere, der Dauer und des Ausmaßes des festgestellten Verstoßes oder der nicht beachteten Bedingung über.

Art. 13 - In Artikel 16 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Absatz 1 Ziffer 3 wird die Wortfolge “weder unter sechs Monaten, noch über fünf Jahren” durch die Wortfolge “nicht unter der in der allgemeinen Dienstordnung vorgesehenen Dauer” ersetzt“;

2° ein Absatz mit folgendem Wortlaut wird zwischen den 1. und 2. Absatz eingefügt:

“Für die Anwendung von Absatz 1 Ziffer 2 umfassen die gesamten jährlich für die Verwaltung des Gebäudes anfallenden Nettokosten einerseits die Kosten für die Nutzung des Gebäudes wie Heizung, Strom, Versicherung, laufender Unterhalt, steuerlich nicht abzugsfähige Aufwendungen, Steuern und oder Abzüge und andererseits die Arbeitskosten, die bei dieser Nutzung anfallen wie z.B. die Ausgaben für das Verwaltungspersonal.“

Art. 14 - In denselben Erlass wird ein Artikel 16/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Art. 16/1 - Gemäß Artikel D.17 des wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft verfügt der Erzeuger über eine Frist von zwanzig Tagen, um bei dem Minister Einspruch zu erheben.“

Art. 15 - Der vorliegende Erlass ist auf alle laufenden Verfahren für den Aufruf zur Einreichung von Projekten anwendbar.

Art. 16 - Der Minister für Landwirtschaft wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 29. Oktober 2015

Der Minister-Präsident

P. MAGNETTE

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, ländliche Angelegenheiten, Tourismus und Sportinfrastrukturen,
und Vertreter bei der Großregion

R. COLLIN

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2015/205113]

29 OKTOBER 2015. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 12 mei 2011 tot vaststelling van de voorwaarden voor de toekenning van de toelagen betreffende de doorgangsgebouwen gebruikt voor landbouwdoeleinden en tot bepaling van de modaliteiten van hun terbeschikkingstelling

De Waalse Regering,

Gelet op het Waalse Landbouwwetboek, inzonderheid op de artikelen D.5 tot D.15, D.17, § 1, tweede lid, D. 127, § 1, 3°, D.219 tot D.222, D. 242, D.243, D.246 en D. 247;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 12 mei 2011 tot vaststelling van de voorwaarden voor de toekenning van de toelagen betreffende de doorgangsgebouwen gebruikt voor landbouwdoeleinden en tot bepaling van de modaliteiten van hun terbeschikkingstelling;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 13 juli 2015;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 16 juli 2015;

Gelet op het overleg tussen de Gewestregeringen en de federale overheid op 16 juli 2015;

Gelet op het rapport van 16 juli 2015, opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies 58.153/4 van de Raad van State, gegeven op 5 oktober 2015, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2° van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 12 mei 2011 tot vaststelling van de voorwaarden voor de toekenning van de toelagen betreffende de doorgangsgebouwen gebruikt voor landbouwdoeleinden en tot bepaling van de modaliteiten van hun terbeschikkingstelling worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° punt 1° wordt vervangen als volgt :

“1° promotor: de rechtspersonen bedoeld in artikel D.219, eerste lid, van het Waalse Landbouwwetboek, de overheden zoals de gemeenten of de provincies, de landbouwcoöperatieven waarvan het voornaamste maatschappelijk doel bestaat uit de bevordering of de valorisatie van de landbouwproducten;”;

2° het artikel wordt aangevuld met de leden 5°, 6° en 7°, luidend als volgt :

5° adviseur: persoon bij wie de landbouwer terecht kan, die in het bezit is van de vaardigheden en de minimumervaring en die de promotor kiest om hem van advies te voorzien bij de verwezenlijking van het dossier van projectenoproep of bij de uitvoering van het project;

6° Minister : de Minister bevoegd voor Landbouw;

7° minimisplafond het maximum bedrag van de minimis-steun toegekend door het Waalse Gewest overeenkomstig deze tekst met inachtneming van artikel 3, § 2, van Verordening (EG) nr. 1407/2013 van de Commissie van 18 december 2013 betreffende de uitvoering van de artikelen 107 en 108 van het EG-Verdrag inzake de de *minimis*-regeling.”.

Art. 2. In artikel 2 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° paragraaf 2 wordt vervangen als volgt :

” § 2. De toelage wordt verleend in de vorm van een kapitaalsubsidie.”;

2° paragraaf 3, van artikel 2 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt:

§ 3. Het subsidiepercentage wordt met een bonus verhoogd wanneer het project van doorgangsgebouw gebruikt wordt voor landbouwdoeleinden :

gelegen is in één van de vrije zones bedoeld in artikel 38 van het programmadecreet van 23 februari 2006 betreffende de prioritaire acties voor de toekomst van Wallonië of in een gebied met natuurlijke beperkingen omschreven in het ministerieel besluit van 24 september 2015 overeenkomstig artikel 3 van het besluit van de Waalse Regering van 24 september 2015 betreffende de toekenning van de tegemoetkomingen voor gebieden met natuurlijke beperkingen;

2° door minstens 6 landbouwers wordt gebruikt;

3° onder de controle is van een certificerende instelling die erkend is in het kader van een gewestelijk stelsel inzake gedifferentieerde kwaliteit of in het kader van een Europees kwaliteitssysteem;

4° door 40 percent van de landbouwers wordt gesteund die niet ouder zijn dan 40 jaar op het ogenblik van de indiening van het project.”.

Art. 3. In artikel 3 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 8 mei 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1 wordt het woord ”1^o” opgeheven;

2° paragraaf 2 wordt vervangen als volgt :

” § 2. He kapitaalsubsidie is gelijk aan 60 percent van het investeringsbedrag zowel voor de roerende als voor de onroerende investeringen.

Dat percentage wordt met een bonus van 15 percent verhoogd, wanneer het project van doorgangsgebouw gebruikt voor landbouwdoeleinden één van de in artikel 2, § 3, bedoelde kenmerken vertoont.

Het percentage mag niet met meer dan twee bonussen verhoogd worden.

De jaarlijkse schijven die voor een investering toegekend worden, mogen niet hoger zijn dan vijftien.

3° paragraaf 3 wordt opgeheven.

Art. 4. Artikel 4 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

” Art.4. In afwijking van artikel 3, voor de overheden, is het kapitaalsubsidie bedoeld in artikel 2, § 2, 1°, gelijk aan 80 percent van het investeringsbedrag zowel voor de roerende als voor de onroerende investeringen.

Dat percentage wordt met een bonus van 15 percent verhoogd, wanneer het project van doorgangsgebouw gebruikt voor landbouwdoeleinden een bovengemeentelijk karakter vertoont.

De in artikel 2, § 2, 1°, bedoelde kapitaalsubsidie wordt in jaarlijkse schijven betaald die worden bepaald om een plafond van 500.000 euro steun niet de overschrijden zonder het minimisplafond te overschrijden. De jaarlijkse schijven die voor een investering toegekend worden, is niet hoger dan vijftien. ».

Art. 5. Artikel 5 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met volgend lid :

”De kost van de garantie in subsidie-equivalent, toegevoegd aan het bedrag van de toegekende steun mag het minimisplafond niet overschrijden.”.

Art. 6. In artikel 7 van hetzelfde besluit wordt het tweede lid vervangen door een lid, luidend als volgt :

”De Minister bepaalt de prioriteiten en de praktische modaliteiten van elke oproep.”.

Art. 7. Hetzelfde besluit wordt aangevuld met een artikel 7/1, luidend als volgt :

”Art. 7/1. Het dossier van de projectenoproep kan door de promotor worden uitgevoerd met behulp van een adviseur die verplicht is het plan mede te ondertekenen in dit geval.”.

Art. 8. In artikel 8 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1, eerste lid, worden de woorden ”van twee maanden” vervangen door de woorden ”zoals bedoeld in de projectenoproep en” en worden de woorden ”de projectenoproep” vervangen door de woorden ”de oproep ervan”;

2° paragraaf 1, tweede lid, wordt aangevuld met de woorden ”in de zin van artikel D.15 van het Waalse Landbouwwetboek”;

3° in paragraaf 2, tweede lid, wordt punt 4° opgeheven;

4° in paragraaf 2, tweede lid, wordt punt 5° aangevuld met de woorden ”en de minimale duur van de verhuur”;

5° in paragraaf 2, tweede lid, 7°, worden de woorden ”het besluit van de Waalse Regering van 19 december 2008 voor de investeringen in de landbouwsector” vervangen door de woorden ”het besluit van de Waalse Regering van 10 september 2008 betreffende steun voor ontwikkeling en investering in de landbouwsector”.

Art. 9. In artikel 9 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

3° in paragraaf 2, eerste lid, wordt het woord "werk" opgeheven;

2° paragraaf 1, tweede lid, wordt aangevuld met de zin "Deze termijn bedraagt hoogstens vijf dagen vanaf de ontvangst van de informatie.";

3° in paragraaf 2, tweede lid, worden de woorden "twee maanden" vervangen door de woorden "een maand".

Art. 10. In artikel 10 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de punten 5° en 6° worden opgeheven;

2° in paragraaf 2, eerste lid, worden de woorden "één maand" vervangen door de woorden "vijftien dagen";

3° in paragraaf 2, tweede lid, worden de woorden "in artikel 113 van het programmadecreet van 22 juli 2010 houdende verschillende maatregelen inzake goed bestuur, bestuurlijke vereenvoudiging, energie, huisvesting, fiscaliteit, werkgelegenheid, luchthavenbeleid, economie, leefmilieu, ruimtelijke ordening, plaatselijke besturen, landbouw en openbare werken" vervangen door de woorden "in de projectenoproep".

Art. 11. In hetzelfde besluit wordt na artikel 13 een hoofdstuk 1/1 ingevoegd, bevattende de artikelen 13/1 tot 13/4, luidend als volgt :

"Hoofdstuk 1/1. Begeleiding voor de voorbereiding en de uitvoering van het project van doorgangsgebouw gebruikt voor landbouwdoeleinden.

"Art. 13/1. De promotor kan beroep doen op een adviseur om hem raad te geven in zijn project van ontwikkeling of oprichting en zich ertoe verbinden raadgevingen bij een adviseur in te winnen voor een minimale duur van drie jaar."

Art. 13/2. De promotor kan een beroep doen op verschillende adviseurs voor het opstellen en voor de uitvoering van het project. Wanneer verschillende adviseurs bijdragen tot het opstellen van een project, worden hun namen en specifieke bijdragen vermeld in het ingediend project.

Art. 13/3. Binnen de perken van de beschikbare begrotingsmiddelen en wanneer de projectenoproep het voorziet, kan een gewestelijke steun om het beroep op een adviseur voor de uitwerking en de opvolging van het project te dekken, worden toegekend voor maximum 10.000 euro.

Om voor deze steun in aanmerking te komen, moet de promotor een specifieke aanvraag indienen volgens de modaliteiten en de termijnen bedoeld in de projectenoproep.

Alleen de haalbare projecten die bij het gebruik van het doorgangsgebouw minstens drie landbouwers als natuurlijke persoon betrekken, komen in aanmerking voor de steun.

Het haalbaar karakter van het project wordt door de administratie beoordeeld op basis van de informatie verstrekt in de steunaanvraag.

Kunnen alleen in aanmerking komen voor de steun, de projecten die het voorwerp hebben uitgemaakt van een steunaanvraag voor de uitwerking en de opvolging en de indiening van een volledig dossier overeenkomstig de modaliteiten van artikel 8, ongeacht de eindbeslissing om het project al dan niet te selecteren.

De steun wordt uitbetaald onder de vorm van een voorschot van 10.000 euro dat binnen de vijf jaar na onderzoek van het volledige dossier ontvangen door de administratie moet worden gerechtvaardigd door betalingsbewijzen van erelonen aan de adviseur en bijkomende kosten.

Deze steun wordt geboekt in het plafond van de minimis-steun.

Art.13/4. Binnen de perken van de beschikbare begrotingsmiddelen en wanneer de projectenoproep het voorziet, kan een gewestelijke steun worden toegekend om de werkingskosten van het project voor de vijf eerste jaren te financieren voor elke promotor, behalve de overheden. Deze steun vertegenwoordigt tien percent per jaar van de in aanmerking komende investeringen gedurende de vijf eerste jaren.

Deze forfaitaire steun wordt jaarlijks uitbetaald op basis van de in aanmerking komende investeringen die het voorafgaande jaar in de boekhouding van de promotor worden geregistreerd.

Deze steun wordt geboekt in het plafond van de minimis. ».

Art. 12. Artikel 15 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een paragraaf 3 luidend als volgt :

" § 3. Wanneer dit artikel wordt toegepast gaat de administratie over tot de evenredige invordering van de toegekende bedragen rekening houdend met de ernst, de hardnekkigheid en de omvang van de vastgestelde tekortkoming of van de niet nageleefde voorwaarde.

Art. 13. In artikel 16 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid, 3°, worden de woorden "niet korter dan zes maanden, nog hoger dan vijf jaar mag zijn" vervangen door de woorden "niet korter dan de duur bedoeld in het huishoudelijk reglement mag zijn,";

2° tussen de leden 1 en 2 wordt een lid ingevoegd, luidend als volgt :

"Voor de toepassing van het eerste lid, 2°, bevatten de jaarlijkse nettolasten van het beheer van het gebouw, enerzijds de kosten i.v.m. de uitbating van het gebouw zoals de verwarming, de elektriciteit, de verzekeringen, de gewone onderhoudswerken, de fiscaal niet-afrekbare kosten, de belastingen en of de voorheffingen en, anderzijds, de arbeidskosten die nodig zijn voor dit beheer zoals de lasten i.v.m. het administratief personeel."

Art. 14. Hetzelfde besluit wordt aangevuld met een artikel 16/1, luidend als volgt :

"Art. 16/1. Overeenkomstig artikel D.17 van het Waalse Landbouwwetboek, beschikt de producent over een termijn van twintig dagen om een beroep in te dienen bij de Minister."

Art. 15. Dit besluit is van toepassing op alle lopende procedures van projectenoproep.

Art. 16. De Minister van Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 29 oktober 2015.

De Minister-Predident,
P. MAGNETTE

De Minister van Landbouw, Natuur, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme en Sportinfrastructuur,
afgevaardigde voor de Vertegenwoordiging bij de Grote Regio,

R. COLLIN